

surtout de leur absence. Si le thème des droits s'est imposé, ce n'est pas seulement parce que de nombreux pays membres de la francophonie multiplient les entorses aux principes démocratiques. Aucune organisation qui ouvre ses bras aux pays pauvres ne peut y échapper. Non seulement la francophonie a-t-elle été traditionnellement indifférente à cette question - pensons au choix de Hanoï pour le dernier sommet. Mais quand elle a voulu agir, comme lors de la crise de cet été, elle a révélé son désarroi et son impuissance. Cette paralysie masque un problème profond, qui hante la francophonie depuis sa naissance. L'organisme n'a toujours pas trouvé sa raison d'être, ni défini les créneaux d'action qui lui donneraient sa pertinence. Ce flottement explique une absence de priorités, de perspectives et de principes. L'absence de projet cohérent, on la découvre d'abord dans l'élargissement du membership, ou l'on a étiré à l'absurde le concept de «français en partage», pour attirer des pays dont les liens avec le français sont plus que ténus: Vietnam, Roumanie, Dominique, Égypte, auxquels s'ajouteront maintenant l'Albanie et la Macédoine. Comme s'il s'agissait d'un Sommet de la francophilie. A cela s'ajoute l'absence de réels objectifs communs parce qu'on compte autant de visions de la francophonie qu'il y a de membres. La France tente de recréer son empire, le Canada cherche à développer un autre Commonwealth, le Québec est obsédé par l'univers diplomatique auquel il accède et par les querelles péri-référendaires, les pays africains y cherchent un autre canal de financement et les pays de l'Est une façon de rompre l'isolement post-communiste. Si la francophonie veut pouvoir agir dans des domaines comme celui des droits, elle ne pourra se borner à raffiner son discours. Elle devra changer ses attitudes, épurer son organisation, repenser son membership, cibler ses interventions pour éviter la dispersion.

[La Presse]

### Les droits de la personne au coeur du 8e Sommet de la francophonie

par: André Pépin

C'est par un discours musclé, appelant fermement à un plus grand respect des droits de la personne, que le premier ministre canadien Jean Chrétien a officiellement ouvert hier les travaux du 8e Sommet de la <francophonie>, à Moncton au Nouveau-Brunswick. Aucun incident fâcheux n'est venu gâcher le début des activités, qui s'est fait sous un soleil radieux. Un groupe de manifestants autorisés, entourés par la police omniprésente, a cependant dénoncé vigoureusement les régimes totalitaires du Rwanda, de la République du Congo et du Burundi. La petite ville de Moncton est en liesse. Des milliers de citoyens se massent le long des parcours officiels pour apercevoir les chefs d'État et de gouvernement. Tout le monde parle de fierté dans les rues et villages avoisinants. Le premier ministre Chrétien a été ferme: «Je souhaite que chacun d'entre nous déploie tous ses efforts afin de léguer aux générations futures une <francophonie> qui repose solidement sur les valeurs de la démocratie. Une <francophonie> composée de pays où la primauté du droit et le respect des droits de la personne sont des principes bien ancrés - ce qui n'est pas toujours le cas actuellement - et où les pratiques internationales universellement reconnues à cet égard sont respectées», a-t-il dit, lors de la cérémonie d'inauguration, ajoutant: «Cette responsabilité devrait constituer le coeur de notre mission politique, à Moncton.»

[Le Devoir]

### La Franco... quoi? (extrait)

Par: Christian Rioux

Le Sommet de la <Francophonie> ne passionne pas les Français, qui n'ont guère d'atomes crochus avec Moncton et lui préfèrent... le Nunavut. S'il est exagéré de dire que le Sommet de la <Francophonie> passe inaperçu en France, il serait encore plus faux de dire qu'il passionne les foules. Si on leur posait la question, la majorité des Français tomberait probablement d'accord sur les mots du Figaro, qui définissait hier le regroupement francophone comme cet «objet historique et culturel difficilement identifiable». Encore plus difficile à identifier, d'ailleurs, depuis qu'il est devenu un regroupement politique qui tente de se hisser avec quelques décennies de retard au niveau du Commonwealth. Voilà pourquoi la presse française a accordé pour l'instant plus de place aux crocs-en-jambe et aux petites phrases acidulées que se sont échangés Chirac, Juppé, Séguin et Tibéri - les vieux gaullistes étaient par hasard tous présents au